Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier mensuel de conjoncture

Direccte
ÎLE-DE-FRANCE
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

3 juin 2016

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 juillet 2016.

SOMMAIRE

- ***Synthèse régionale***
  - *Page 4*
- ***Marché du travail***
  - *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
  - *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
  - *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
  - *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
  - *Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
  - *Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
  - *Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
  - *Page 12 : taux de chômage (Insee)*
- ***Emploi***
  - *Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
  - *Page 14 : déclarations préalables à l'embauche*
  - *Page 15 : évolution récente de l'intérim*
  - *Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié*
- ***Accompagnement des mutations économiques***
  - *Page 18 : activité partielle*
  - *Page 19 : procédures de licenciement collectif*

■ tableaux mis à jour ce mois
■ tableaux plus anciens

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

On a pu observer ces derniers mois une stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi, voire même une amorce de baisse pour la catégorie A.

L'évolution du mois d'avril ne peut être prise en compte car la demande d'emploi a été affectée par une forte hausse des défauts d'actualisation, de la même ampleur en Île-de-France que la baisse du nombre de demandeurs pour les catégories A, B et C.

Ces derniers mois, la demande d'emploi des femmes a progressé un peu plus rapidement que celle des hommes. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en Île-de-France a connu une baisse sensible depuis le début du second semestre 2015. Du côté des séniors, la progression est restée relativement modérée sur les trois premiers mois de 2016, mais a enregistré une augmentation toujours soutenue en 2015.

Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, en baisse de 0,2 point par rapport au troisième trimestre 2015. Il reste inférieur de 1,2 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 10,0 %.

En avril 2016, le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation a enregistré une hausse inhabituellement forte. Cette hausse affecte à la baisse le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, de manière relativement plus importante pour les catégories B et C. Elle pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre élevé de jours non ouvrés dans la période d'actualisation ce mois-ci, suite au changement des modalités d'actualisation en janvier 2016 (voir p.7 de la note méthodologique).

EMPLOI

Au 4è trimestre 2015, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a progressé par rapport à 2014, que l'on considère tous les contrats ou seulement les durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI). L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a augmenté au quatrième trimestre 2015 en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. Au cours de l'année 2015, l'emploi salarié marchand francilien a enfin retrouvé son niveau de début 2008, avant la crise.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées est similaire au niveau observé à la même période de 2015, la construction restant le principal utilisateur de la mesure. Une quarantaine de PSE ont encore été initiés en avril, menaçant un nombre d'emplois légèrement supérieur à la moyenne des douze derniers mois. L'industrie pharmaceutique et les activités financières et d'assurance sont très affectées.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2016

➢ *En avril 2016, le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation a enregistré une hausse inhabituellement forte. Cette hausse affecte à la baisse le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, de manière relativement plus importante pour les catégories B et C. Elle pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre particulièrement élevé de jours non ouvrés dans la période d'actualisation ce mois-ci, suite au changement des modalités d'actualisation en janvier 2016 (voir page 7 de la note méthodologique).*

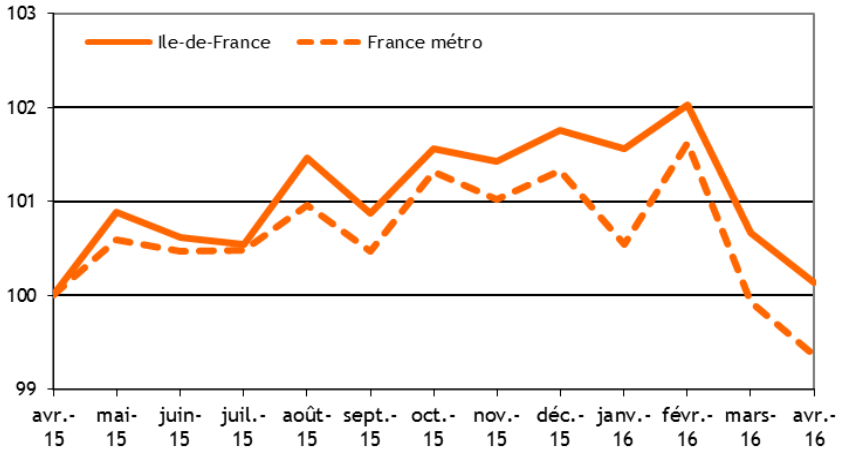
❑ Par rapport à mars, on enregistre en Île-de-France un bond de 13 420 sorties supplémentaires en avril pour le motif de défaut d'actualisation. Cela empêche d'interpréter la baisse de 9 600 demandeurs d'emploi en catégories A, B et C comme un véritable signe conjoncturel portant sur l'état du marché du travail.

❑ Depuis la fin 2015, néanmoins, on observe clairement une stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi franciliens, voire même une légère baisse si on se focalise sur la catégorie A (demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois).

Avril 2016	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	**668 990**	3 511 100	**-0,5**	-0,6	**-1,4**	-1,2	**0,1**	-0,6
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**953 300**	5 397 000	**-1,0**	-1,0	**-1,5**	-1,1	**1,4**	1,1

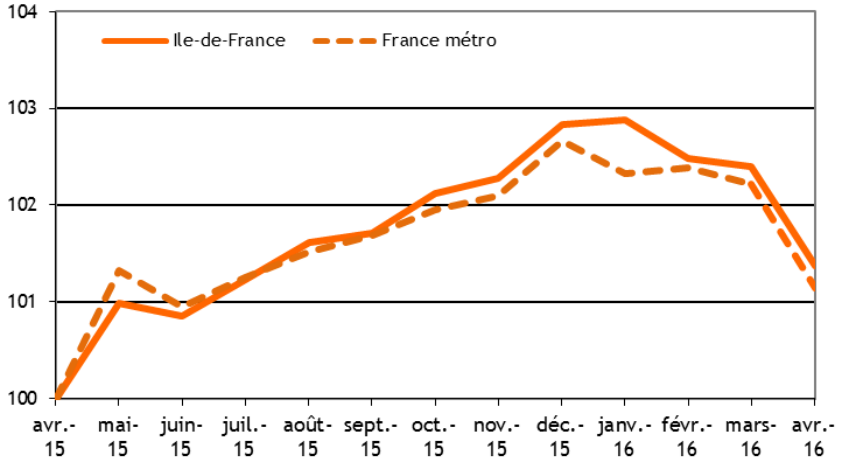
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en avril 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en avril 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

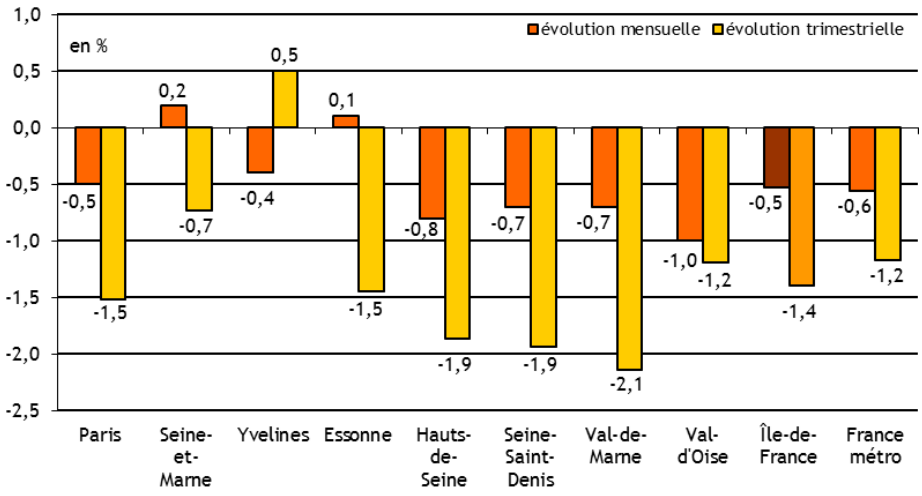
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2016

- Les évolutions du mois d'avril ne peuvent pas être interprétées, ce qui affecte également les évolutions sur trois mois.
- Depuis le dernier trimestre 2015, on observe une relative stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC pour tous les départements à l'exception des Yvelines. Si on remonte au début du second semestre, la hausse est restée assez contenue dans tous les départements sauf l'Essonne, le Val-d'Oise et surtout les Yvelines.
- Si l'on prend en compte seulement la catégorie A, on retrouve les Yvelines et dans une moindre mesure l'Essonne et le Val-d'Oise comme les trois départements franciliens qui n'ont pas connu de stabilisation depuis le début du second semestre 2015, alors que Paris et les Hauts-de-Seine ont amorcé un mouvement de baisse sur cette même période.

Données CVS-CJO Avril 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	132 840	-0,5	-1,5	198 170	-1,0	-1,8
Seine-et-Marne	66 170	0,2	-0,7	96 240	-0,7	-1,2
Yvelines	64 420	-0,4	0,5	92 280	-0,8	0,2
Essonne	58 360	0,1	-1,5	85 030	-0,8	-1,6
Hauts-de-Seine	80 060	-0,8	-1,9	112 540	-1,2	-1,8
Seine-Saint-Denis	120 000	-0,7	-1,9	163 440	-1,0	-1,8
Val-de-Marne	75 090	-0,7	-2,1	104 700	-0,9	-1,9
Val-d'Oise	72 050	-1,0	-1,2	100 900	-1,3	-1,1
Île-de-France	**668 990**	**-0,5**	**-1,4**	**953 300**	**-1,0**	**-1,5**
France métropolitaine	3 511 100	-0,6	-1,2	5 397 000	-1,0	-1,1

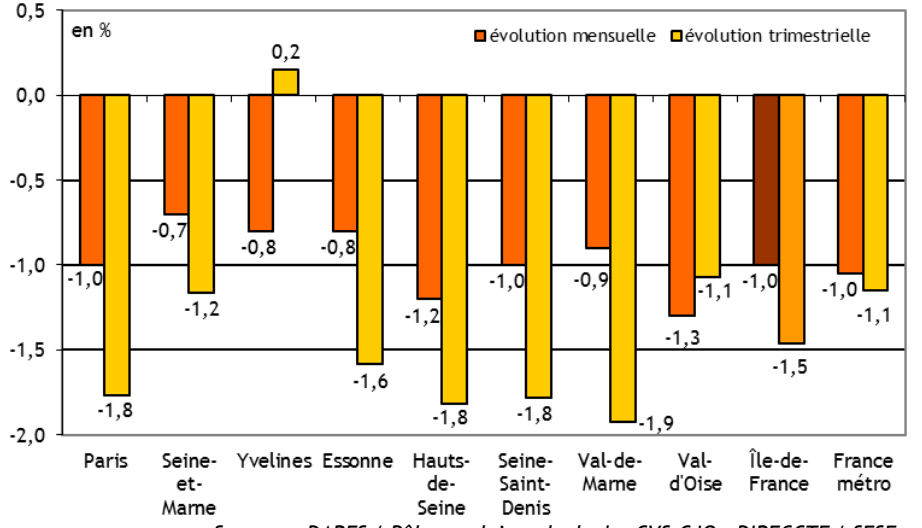
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



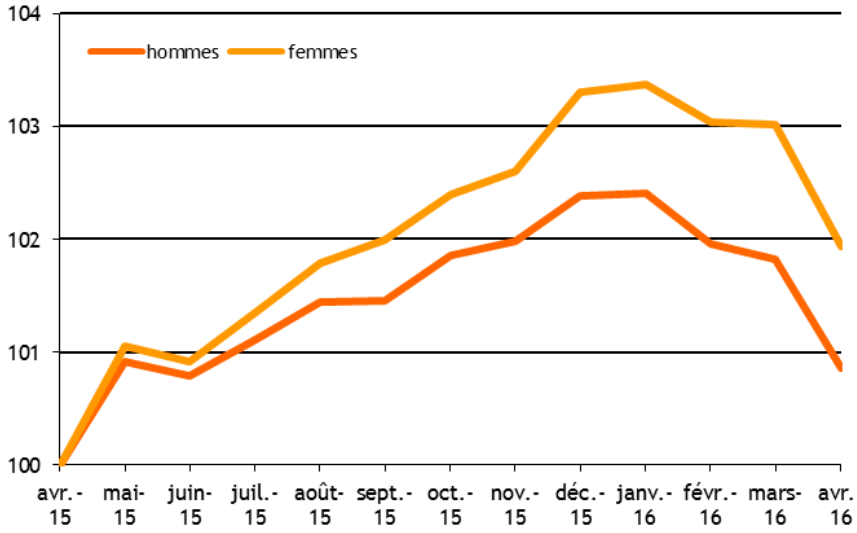
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2016

La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

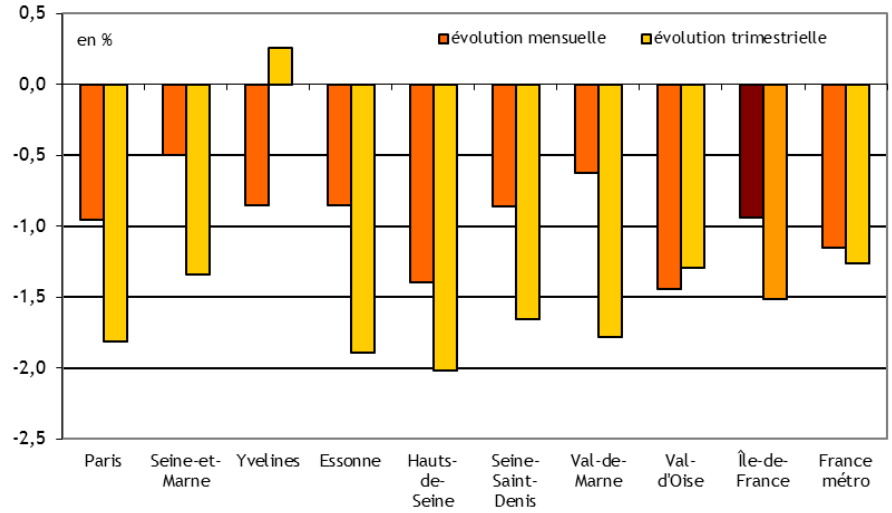
- Depuis le second semestre 2015, la demande d'emploi des hommes augmente un peu moins rapidement que celle des femmes. Un phénomène également présent au niveau national.
- L'écart le plus important est observé pour les Hauts-de-Seine, où la demande d'emploi des hommes est restée stable tandis que celle des femmes a augmenté d'environ 2 % depuis fin juin 2015. L'écart est également de près de 2 points pour les Yvelines et l'Essonne.
- Le seul département où l'évolution de la demande d'emploi est légèrement plus défavorable pour les hommes est la Seine-Saint-Denis.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 avril 2015)



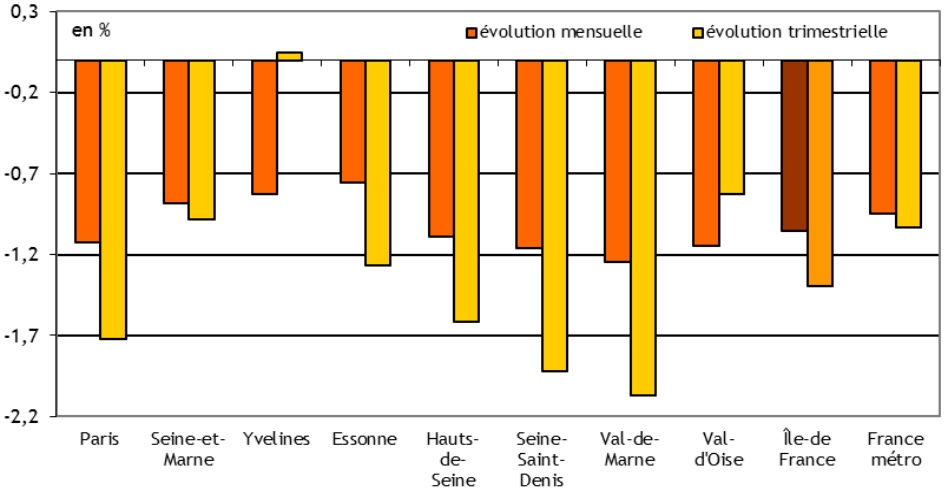
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



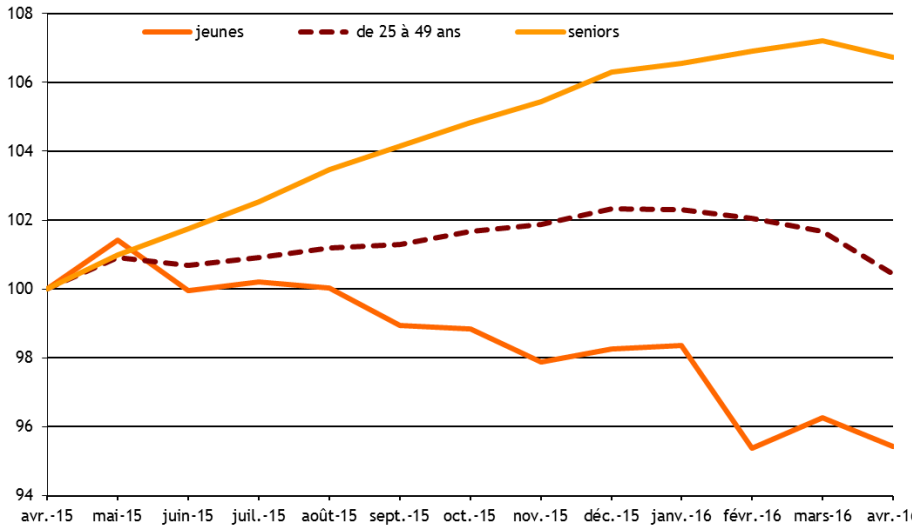
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2016

La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

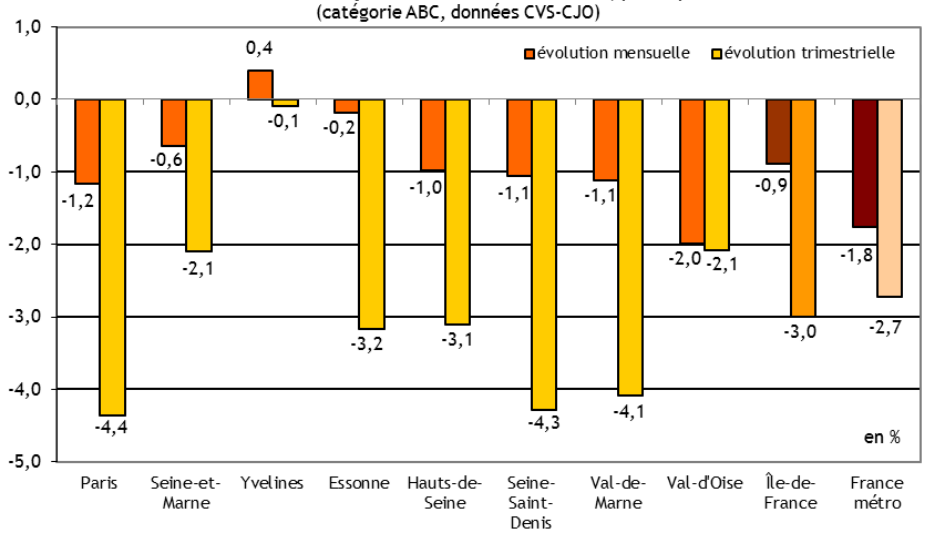
- A partir du second semestre 2015, on observe des dynamiques très différentes selon les classes d'âge.
- Une franche baisse s'est amorcée pour les jeunes, et ce dans tous les département franciliens. Cela n'affecte néanmoins que peu l'évolution globale, dans la mesure où les 18 à 25 ans ne représentent en Île-de-France que 10 % des demandeurs en catégorie ABC.
- En revanche, la hausse est restée importante pour les séniors, là encore dans tous les départements d'Île-de-France. Pour les 25 à 49 ans, près de deux tiers des demandeurs d'emploi en région francilienne, la situation diffère selon les départements : stabilisation à Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis et une hausse assez marquée dans les Yvelines voire dans l'Essonne.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 avril 2015)

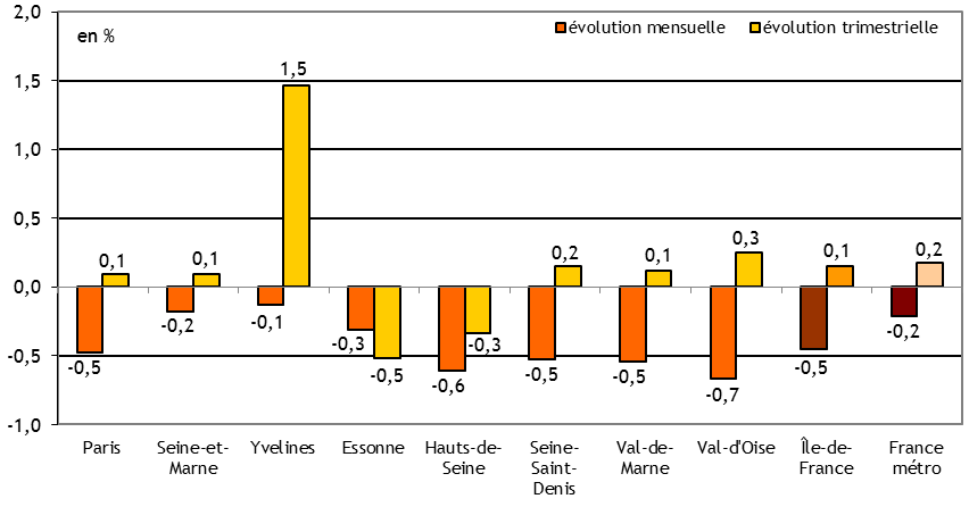


Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2016

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché

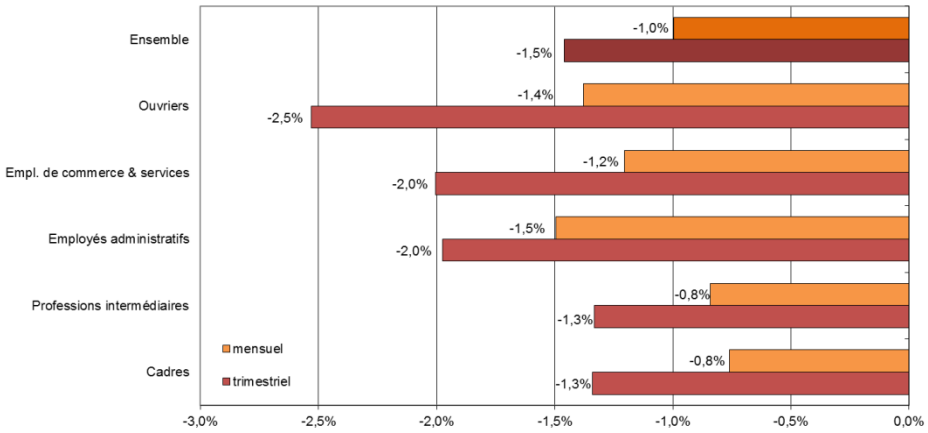
➢ *Avertissement : à compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » a généralisé la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, on déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socioprofessionnelle passe d'environ 700 en février à 3 500 en mars et plus de 4 500 en avril. Par ailleurs, la hausse inhabituelle du nombre de défauts d'actualisation empêche l'interprétation de la variation du mois d'avril et influe également sur l'évolution observée sur trois mois.*

❑ Au premier trimestre 2016, toutes les catégories socioprofessionnelles ont été globalement stables, les ouvriers affichant même une baisse. Depuis le second semestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté d'environ 1 % chez les employés administratifs, les ouvriers et les cadres et d'environ 2 % pour les professions intermédiaires et les employés de commerce et des services.

❑ Au premier trimestre 2016, les métiers du BTP s'en sortaient le mieux (trois baisses consécutives). L'informatique et les télécommunications ainsi que les matériaux souples, le bois et l'industrie graphique s'inscrivaient également dans cette dynamique.

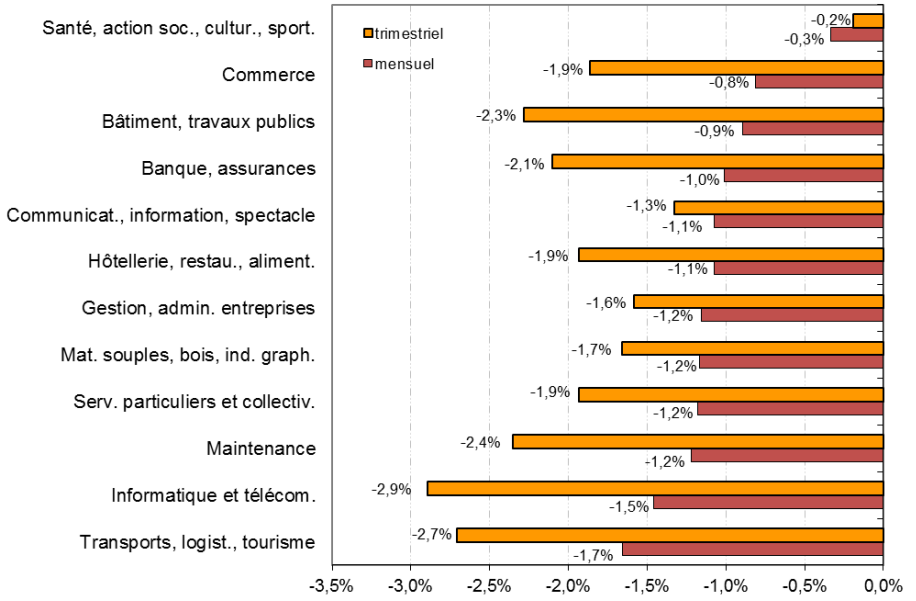
** La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.*

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie socioprofessionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2016

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

❑ Sur les trois premiers mois de l'année 2016, la hausse des demandeurs d'emploi de longue durée a atteint 0,5 % dans la région francilienne, similaire à celle au niveau métropolitain (+0,6 %). Il s'agit d'un net ralentissement par rapport au rythme de ces dernières années. Néanmoins, dans le même temps, le nombre de demandeurs inscrits depuis moins d'un an avait baissé de 1,1 % en Île-de-France.

❑ La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus atteignait en mars 44,2 %.

➢ *Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.*

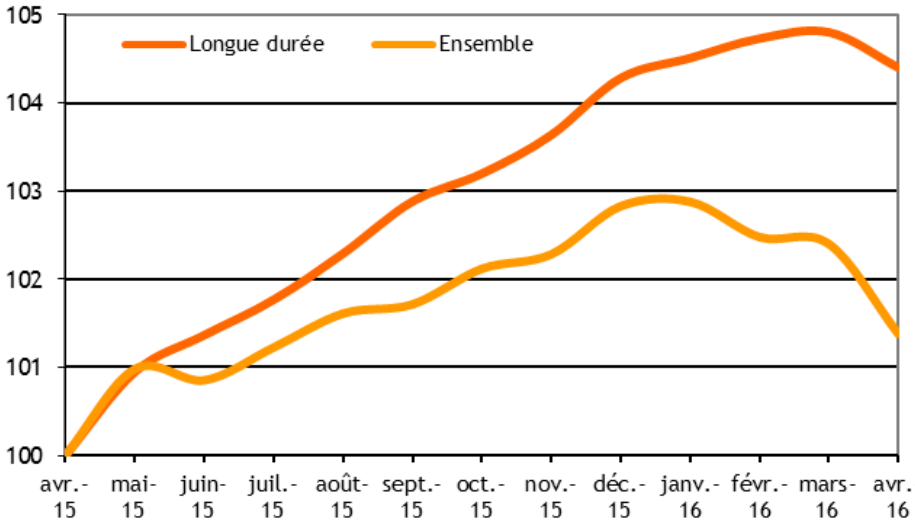
❑ La part de demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France est légèrement inférieure à celle observée en France métropolitaine. La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse en Essonne.

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA

Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,5%	10,9%	12,0%	10,3%	12,7%	17,0%	12,8%	13,0%	13,2%	14,2%

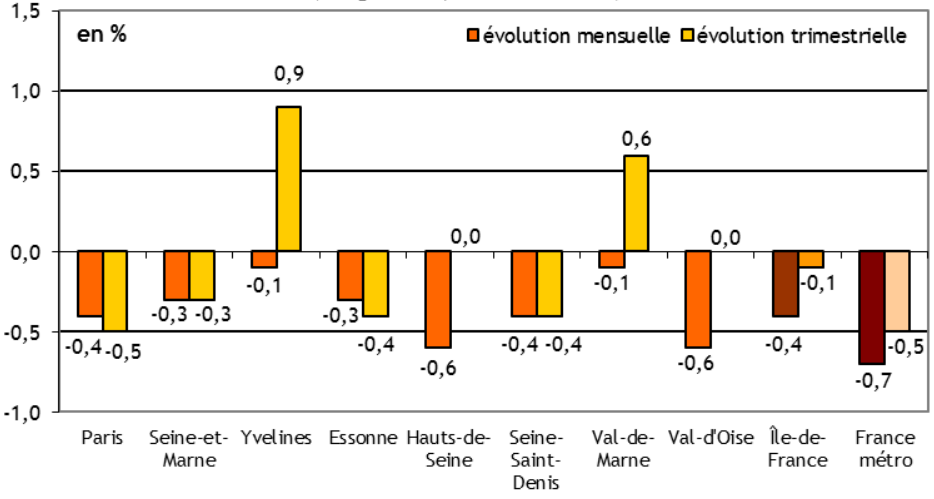
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 avril 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois d'avril 2016

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

➢ *En avril 2016, le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation a enregistré une hausse inhabituellement forte. Le nombre de sorties en avril est par conséquent très supérieur à son niveau habituel, sans lien apparent avec une réelle amélioration de la conjoncture.*

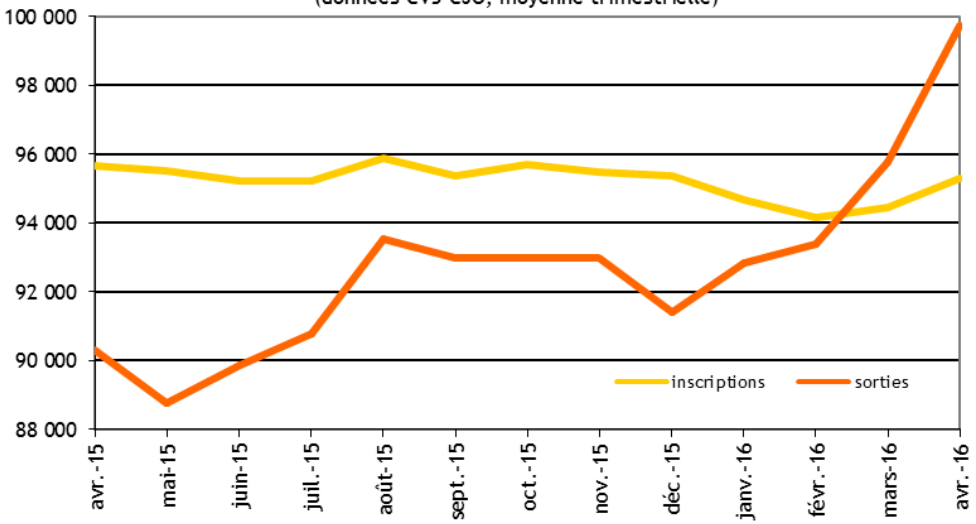
➢ *A compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » entre en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). Pôle emploi procède également à la refonte des intitulés des motifs d'entrée sur les listes. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, la répartition selon les motifs d'entrée est affectée.*

❑ Sur trois mois glissants, le nombre d'entrées se stabilise tandis que le nombre de sorties ne peut pas être interprété.

❑ Au sein des entrées, les « autres cas » constituent 46 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles, ce qui rend difficile l'interprétation des évolutions des entrées par motif. Par ailleurs, la très forte hausse du nombre de reprises d'activité est vraisemblablement liée aux modifications liées au mode d'inscription, survenues en mars 2016.

❑ Le motif de défaut d'actualisation représente 47 % du total des sorties et limite la portée de l'analyse, d'autant plus avec la très forte hausse inexpliquée au mois d'avril.

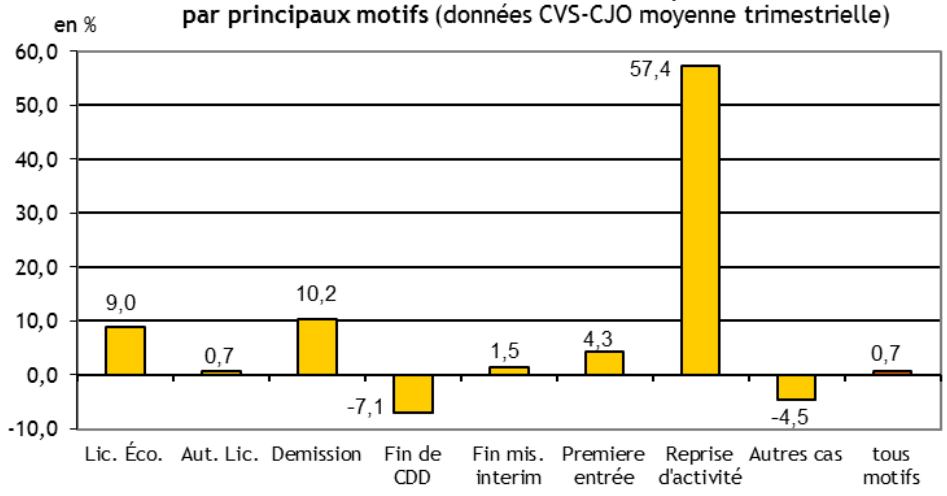
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissment : Divers évènements de nature administrative rendent difficile l'interprétation de l'évolution du nombre de sorties (courbe en orange)

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 4ème trimestre 2015

- Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,2 point par rapport au troisième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine baisse quant à lui de 0,1 point, atteignant 10,0 % au 4e trimestre 2015.

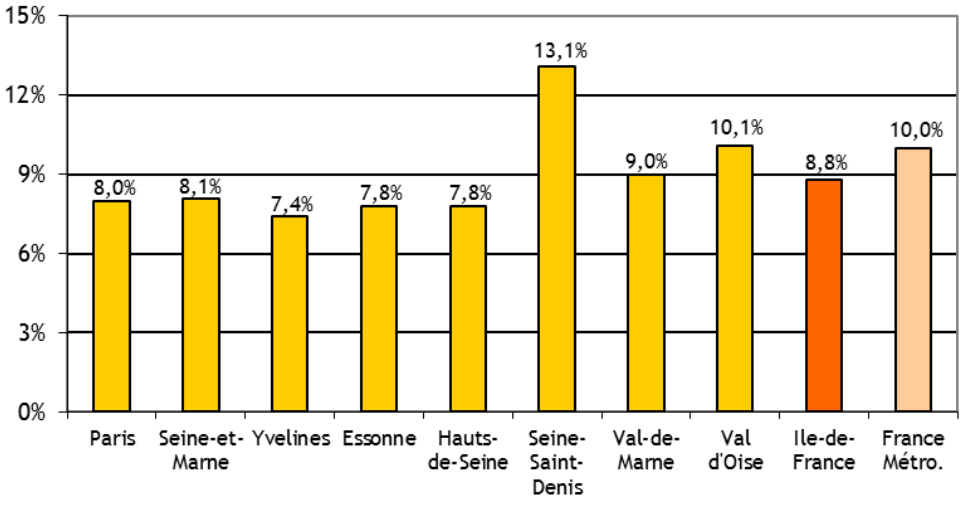
- L'Essonne est le seul département francilien à ne pas voir son taux de chômage baisser au 4ème trimestre, tandis qu'il recule de 0,1 point dans les Yvelines et le Val-de-Marne. Dans tous les autres départements d'Île-de-France, le taux de chômage se replie de 0,2 point sur le trimestre.

- Sur un an, le taux de chômage diminue également de 0,2 point en Île-de-France et de 0,1 point en France métropolitaine. L'écart entre les taux de chômage francilien et métropolitain se maintient (1,2 point en faveur de la région).

- La Seine-Saint-Denis est le département francilien au plus fort taux de chômage, s'élevant à 13,1 % (-0,3 point en un an). Il s'agit du seul département francilien où le taux de chômage est sensiblement plus élevé qu'au niveau national. Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,1 % (-0,2 point).

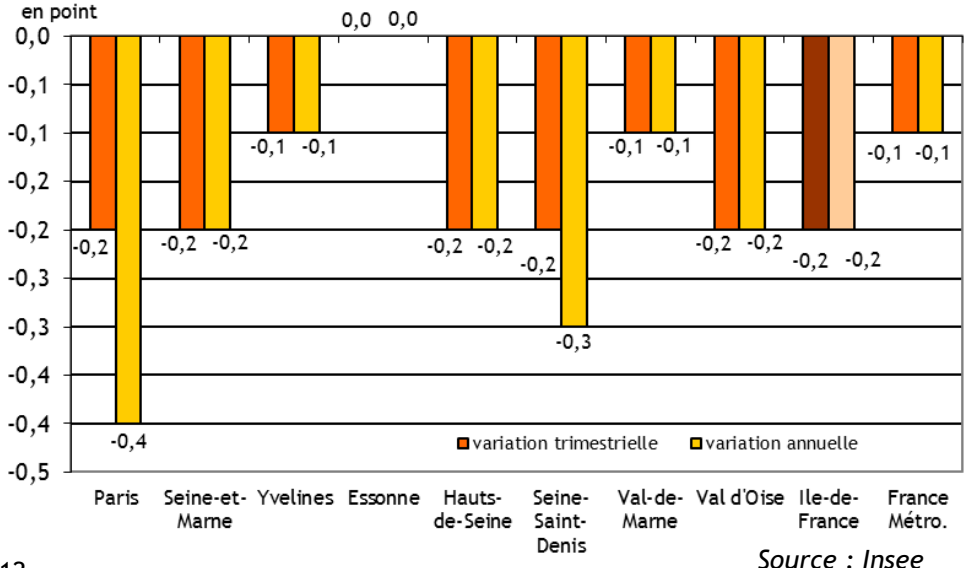
- Paris, dont le taux de chômage s'établit à 8,0 %, est le département où le taux de chômage connaît le plus fort recul en un an, baissant de 0,4 point.

Taux de chômage localisé au 4ème trimestre 2015 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 4ème trimestre 2015 (données CVS)

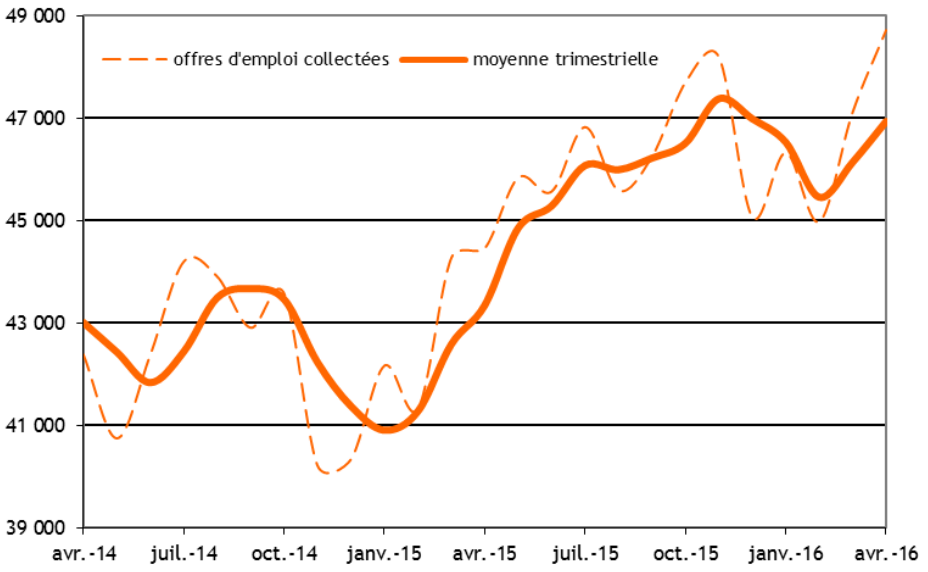


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin avril 2016

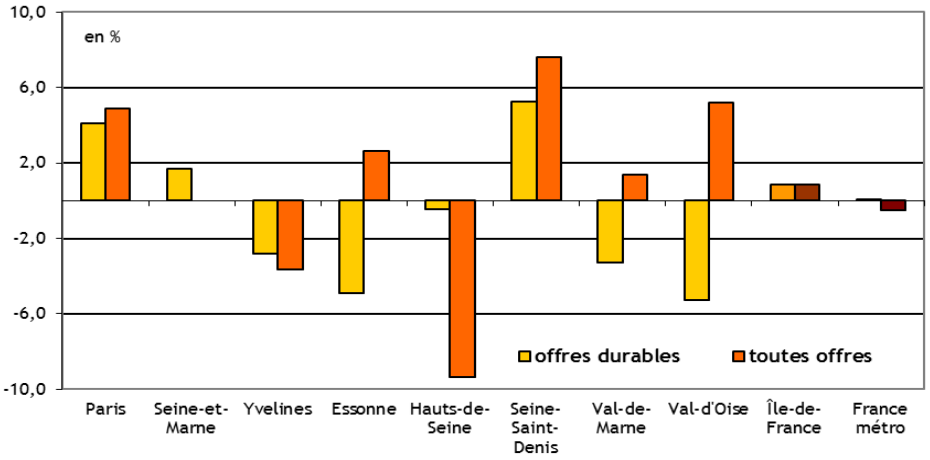
- En avril 2016, 48 720 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 29 510 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Par rapport à mars, le nombre d'offres collectées est en hausse, mais avec une stabilisation pour les offres durables.
- Sur les trois derniers mois, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est stable, qu'il s'agisse de toutes les offres ou des offres durables uniquement. La situation est similaire en France métropolitaine.
- En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région affichent en revanche une hausse marquée (+8,3 %), principalement grâce aux offres durables (+12,6 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis avril 2014 (données CVS-CJO)



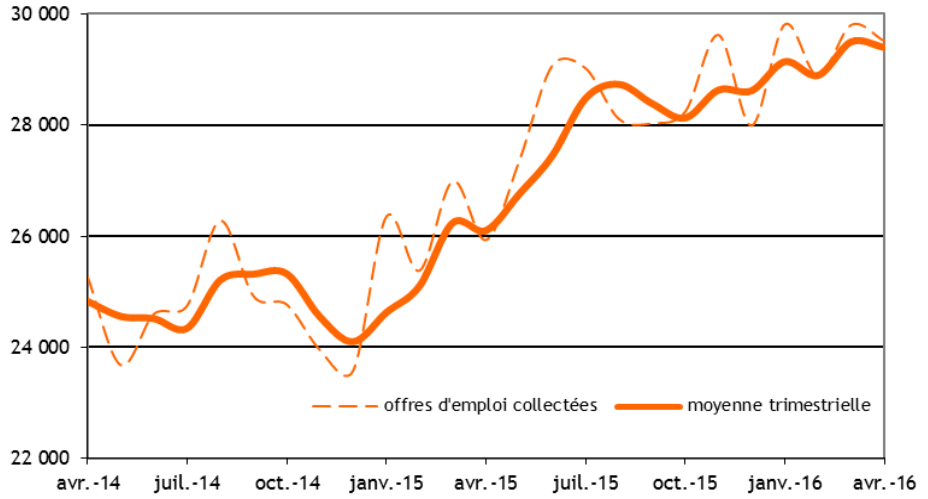
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis avril 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au quatrième trimestre 2015

- Plus de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors intérimaires) ont été faites au quatrième trimestre 2015 en Île-de-France, dont plus de 350 000 DPAE pour des CDD de plus de 6 mois et des CDI.

- Sur un an, en Île-de-France, le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2015 (par rapport au 4e trimestre 2014) a augmenté tous contrats confondus (+3,4 %), ainsi que pour les seuls contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +5,4 %).

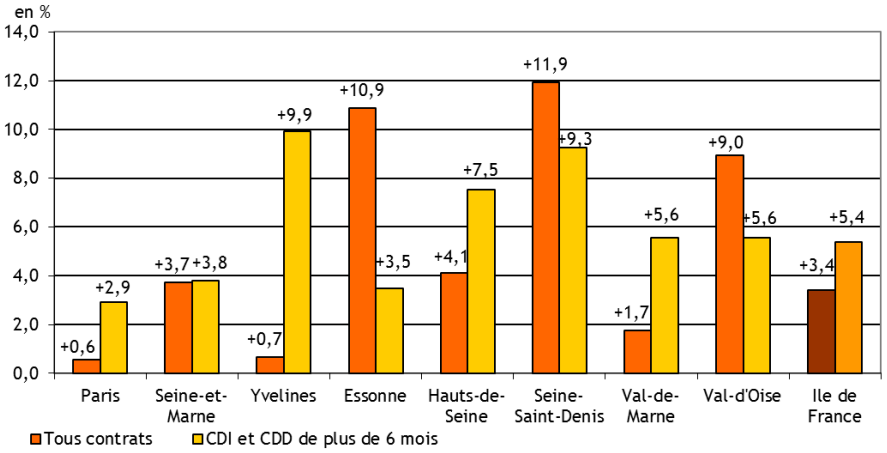
- Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle très importante (supérieure à +10 %). Suit le Val d'Oise (+9,0 %) tandis que la progression est très faible pour Paris et les Yvelines (inférieure à +1 %).

- Pour les seules DPAE de CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis croissent fortement (près de +10 %). En revanche, l'Essonne et le Val-d'Oise connaissent une hausse pour les contrats durables (resp. +3,5 % et +5,6 %) beaucoup moins importante que celle tous contrats confondus.

- Les secteurs de l'industrie automobile et de la sécurité ont connu la plus forte progression de DPAE pour les contrats durables (au-dessus de +50 %).

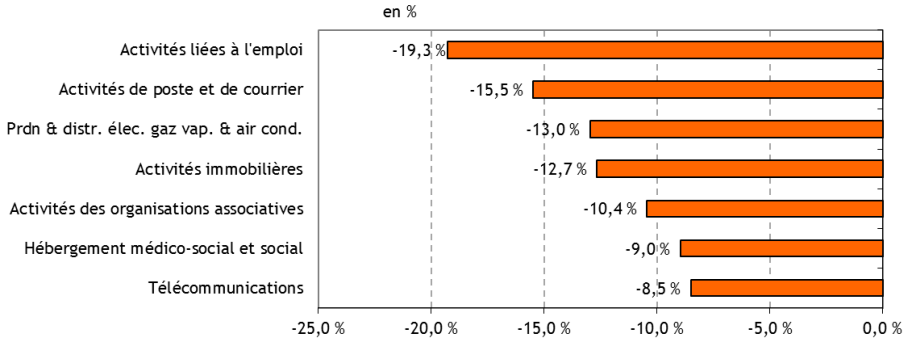
- Les activités liées à l'emploi ont connu la plus forte baisse des contrats durables (près de -20 %).

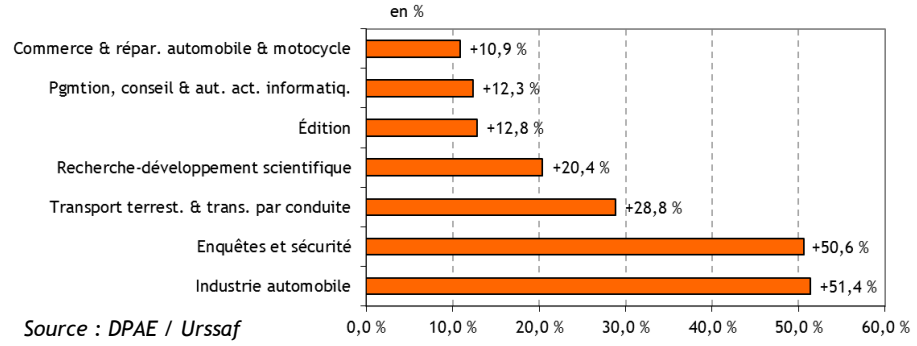
Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (4ème trimestre 2015- 4ème trimestre 2014)



Source : DPAE / Urssaf

Les sept secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante





Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin février 2016

- Plus de 313 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de février 2016 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 102 400 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

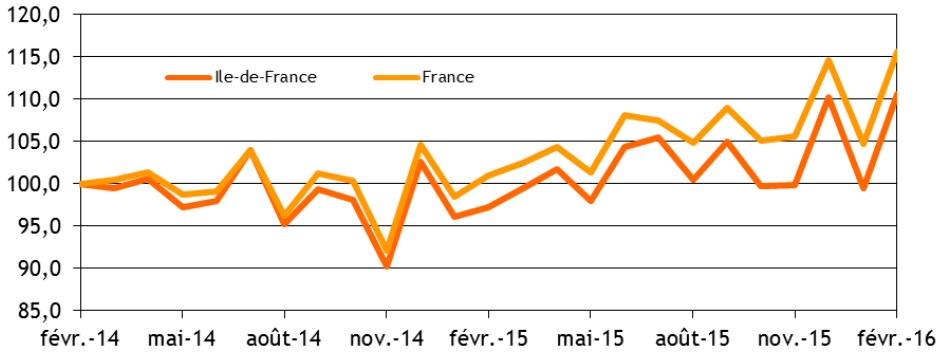
- Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires enregistre une forte hausse : +5,1 % par rapport aux trois mois précédents.

- L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +5,7 % pour le nombre d'EETP, ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, grâce notamment à la fabrication de matériels de transports (+12,4 %) et à la métallurgie (+6,8 %).

- Après un 4e trimestre en hausse, la tendance à la reprise semble se confirmer dans la construction (+9,6 % d'EETP).

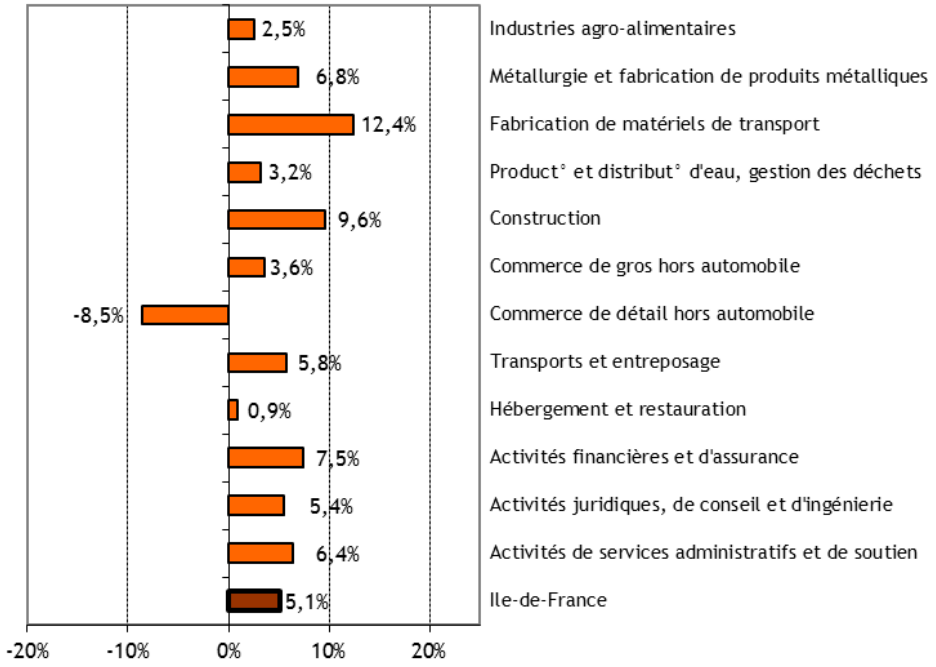
- L'intérim augmente également dans le tertiaire (+4,4 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents), et dans tous les principaux secteurs, hormis le commerce de détail (-8,5 %) : des fortes hausses dans les activités financières et les activités de services administratifs (resp. +7,5 % et +6,4) et dans une moindre mesure dans le transport et entreposage et les activités juridiques (resp. +5,8 % et +5,4 %). La progression est plus modérée pour le commerce de gros et l'hébergement / restauration.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP
(données CVS/CJO – base 100 à fin février 2014)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité

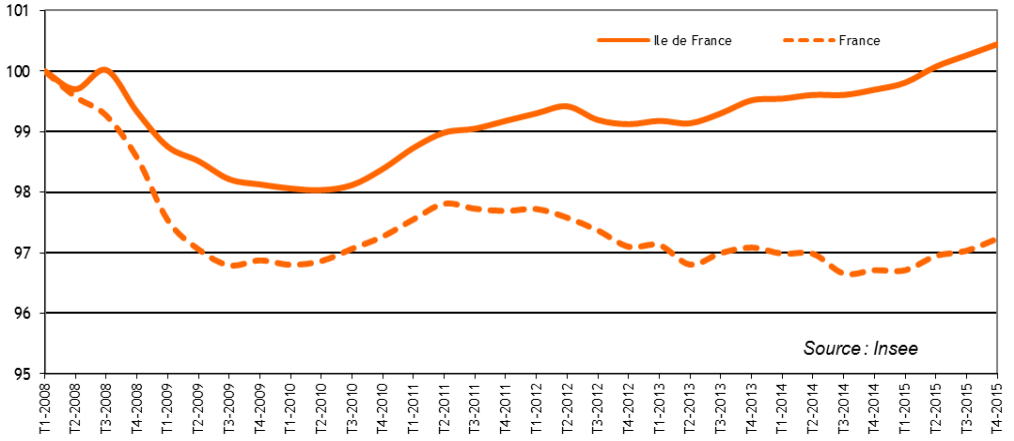


Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 4ème trimestre 2015

- Au quatrième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,2 % (soit +7 600 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de 0,2 % (+31 800 emplois).
- En hausse de 0,8 % (soit +30 760 emplois) sur l'année 2015, l'emploi salarié marchand francilien a retrouvé son niveau de début 2008, avant la crise. Ce n'est en revanche toujours pas le cas en France métropolitaine (+0,5 %, soit +83 100 emplois sur la même période).
- Par rapport au troisième trimestre, le Val-de-Marne (-0,1 %) connait la seule très légère baisse. A l'inverse, la Seine-et-Marne et les Yvelines (+0,4 %) enregistrent les plus fortes hausses.
- Sur un an, l'emploi salarié marchand augmente le plus fortement à Paris (+1,2 %, +15 800 emplois) et en Seine-Saint-Denis (+1,2 %, +4 900 emplois). Derrière on retrouve le Val-d'Oise (+1,0 %, +2 600 emplois), la Seine-et-Marne (+0,9 %, +2 600 emplois) et l'Essonne (+0,8 %, +2 400 emplois).
- Au cours de l'année 2015, les Hauts-de-Seine (0,0 %), le Val-de-Marne (+0,2 %) et les Yvelines (+0,3 %) ne profitent pas ou peu de la petite embellie de l'emploi salarié marchand.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1er trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4ème trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 3ème trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 4ème trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 293 969	2 755	0,2	15 784	1,2
Seine-et-Marne	307 503	1 360	0,4	2 636	0,9
Yvelines	365 621	1 397	0,4	1 246	0,3
Essonne	301 239	714	0,2	2 417	0,8
Hauts-de-Seine	815 952	643	0,1	237	0,0
Seine-Saint-Denis	400 695	215	0,1	4 946	1,2
Val-de-Marne	357 468	-235	-0,1	858	0,2
Val-d'Oise	264 209	702	0,3	2 636	1,0
Ile-de-France	4 106 657	**7 550**	0,2	**30 760**	**0,8**
France métropolitaine	15 503 314	31 800	0,2	**83 068**	0,5

Source : Insee - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 4ème trimestre 2015

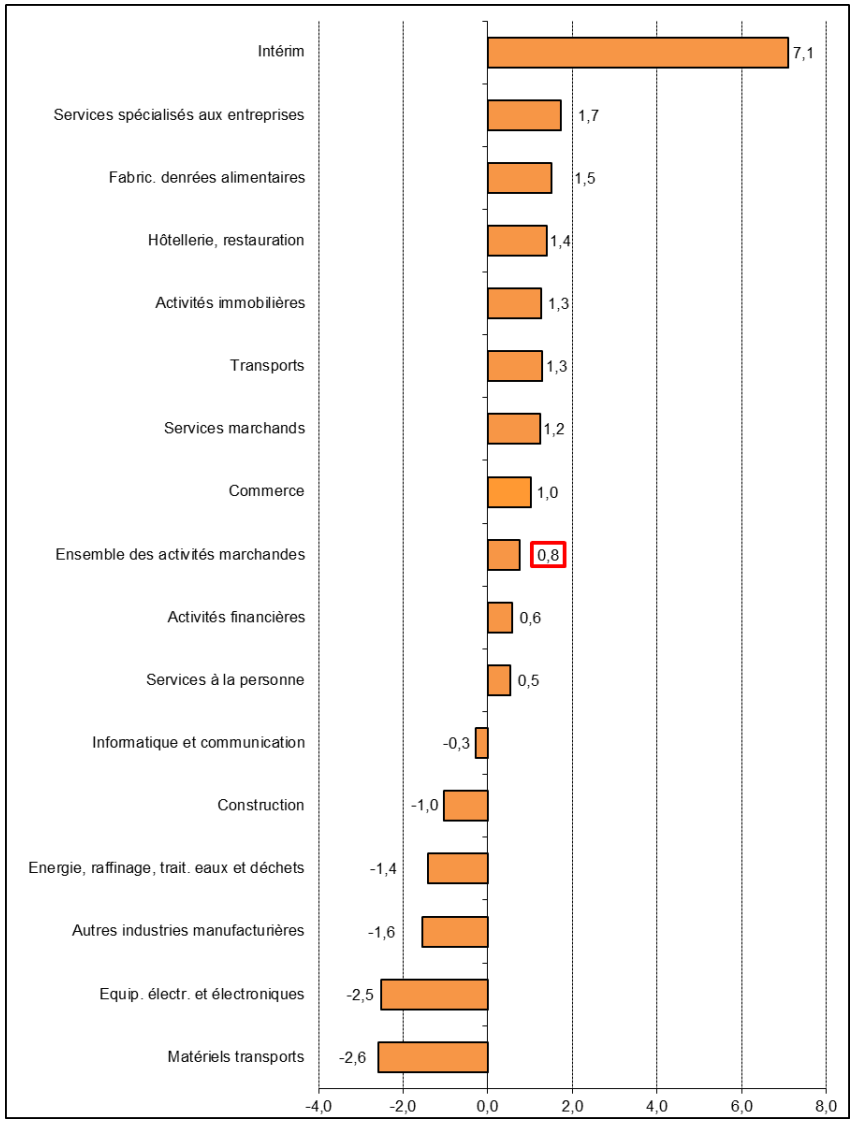
❑ Au quatrième trimestre 2015, l'emploi continue de se replier dans l'industrie (-2 000 emplois, -0,5 %) et se stabilise dans la construction (-0,1 %, soit -300 emplois). Le commerce (+0,4 %, +2 500 emplois) et les services marchands (+0,3 %, +7 400 emplois) affichent tous deux une progression. Au sein des services marchands, la hausse concerne les activités spécialisées (scientifiques et techniques et de soutien administratif), l'intérim et les transports.

❑ Sur un an, l'industrie perd un nombre important d'emplois (-1,5 %, -6 800 emplois). La construction reste également orientée à la baisse, bien que moins marquée (-1,0 %, -2 800 emplois).

❑ L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 1,0 % (+7 100 emplois), dans la lignée des évolutions positives des deux derniers trimestres.

❑ Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,2 % (+33 200 emplois) sur un an. A l'image du dernier trimestre, l'intérim (+7,1 % sur un an), les activités spécialisées aux entreprises (+1,7 %) et les transports (+1,3 % sur un an) participent à la hausse. C'est également le cas de l'hôtellerie et la restauration, qui, malgré un quatrième trimestre stable, voit l'emploi progresser de 1,4 % sur l'année 2015. Les métiers de l'informatique et des télécommunications affichent la seule baisse (-0,3 %) au sein des services sur l'année écoulée.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4ème trimestre 2014 et le 4ème trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

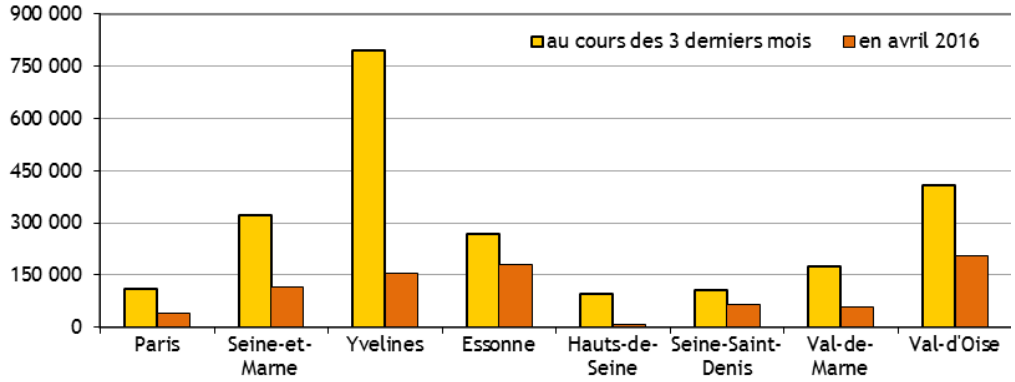
Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'activité partielle en avril 2016

- En avril 2016, 148 demandes d'autorisations d'activité partielle (*) ont été adressées à la Direccte.
- Elles correspondent à 830 727 heures de travail autorisées à être chômées en Île-de-France. Sur les 4 premiers mois de l'année 2016, on enregistre un volume d'heures autorisées très proche des 4 premiers mois de 2015 et sensiblement supérieur au niveau de début 2013 ou 2014.
- Au mois d'avril, une seule autorisation portait sur plus de 130 000 heures d'activité partielle au bénéfice d'un établissement de construction de routes et d'autoroutes.
- Le département du Val-d'Oise concentre 25 % des heures autorisées, suivi de l'Essonne deuxième département le plus touché, avec 22 % des heures autorisées et des Yvelines avec 19 % des heures demandées dans la région.
- Trois secteurs cumulent 78 % des heures demandées en avril 2016 : la construction, la métallurgie et les activités de service et de soutien. Elles sont réparties en 70 demandes.

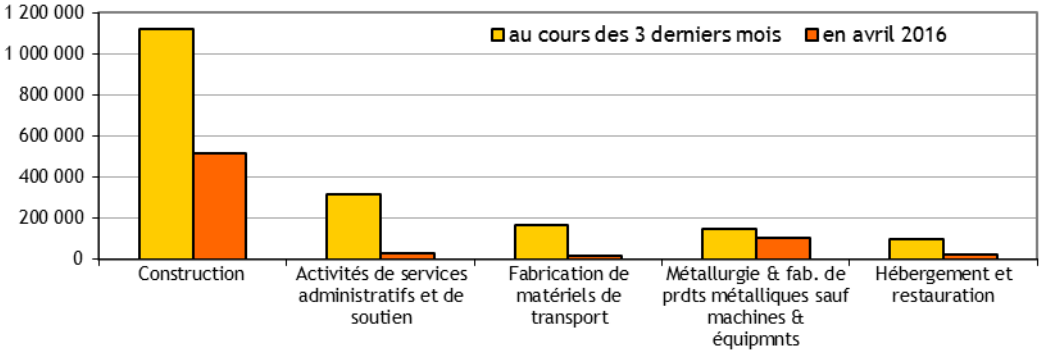
(*) NB: les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Heures autorisées par département



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en avril	148	29	20	18	18	2	18	10	33
cumul 2016	563	105	80	95	65	34	46	54	84
Heures associées en avril	830 727	41 858	115 973	155 027	181 787	8 253	64 705	58 245	204 879
cumul 2016	3 375 547	170 219	396 695	1 291 049	373 491	208 345	123 211	295 653	516 883

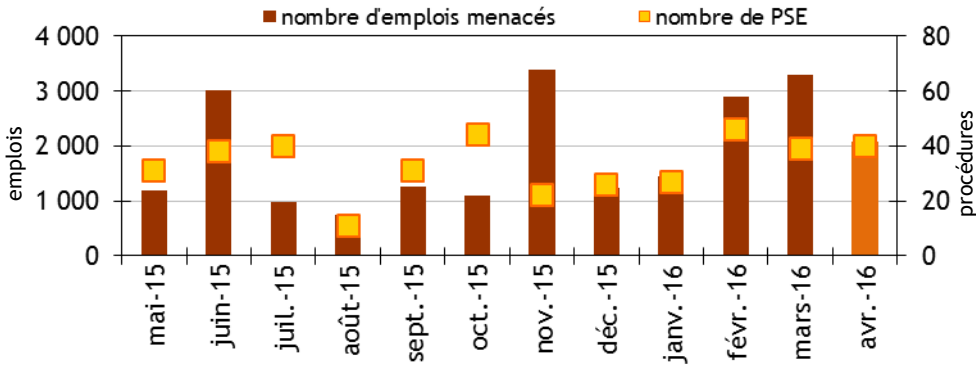
Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les plans de sauvegarde de l'emploi en avril 2016

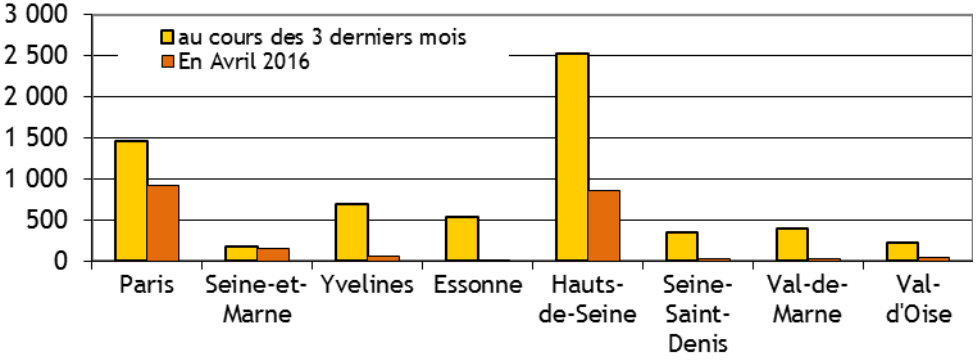
- En avril 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initialisation de 40 procédures concernant 2 073 postes. C'est un peu au-dessus de la moyenne constatée sur les 12 derniers mois.
- Le département le plus durement touché ce mois par rapport à son emploi local est les Hauts-de-Seine. Ce département est fortement affecté depuis le début de l'année. Paris est également plus touché que la région dans son ensemble.
- Les autres départements sont moins concernés. L'Essonne est le département qui cumule le moins d'emplois menacés en proportion de son emploi local.
- Proportionnellement à son nombre d'emplois salariés occupés, l'industrie pharmaceutique menace le plus de postes, un PSE en mettant en danger 140. Il s'agit d'un secteur en difficulté depuis de nombreuses années en Île-de-France.
- Les activités financières et d'assurance ont également menacé une proportion importante de leurs effectifs. En chiffres bruts, c'est d'ailleurs le secteur qui a mis en péril le plus grand nombre de postes (803 emplois en danger).

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en mars	40	11	7	3		12	4		1	2
Cumul 2016	152	40	10	10	5	49	12	7	9	10
Salariés concernés	2 073	916	146	53	12	857	23	27	39	/
Cumul 2016	9 713	1 935	261	902	615	3054	1971	521	454	/

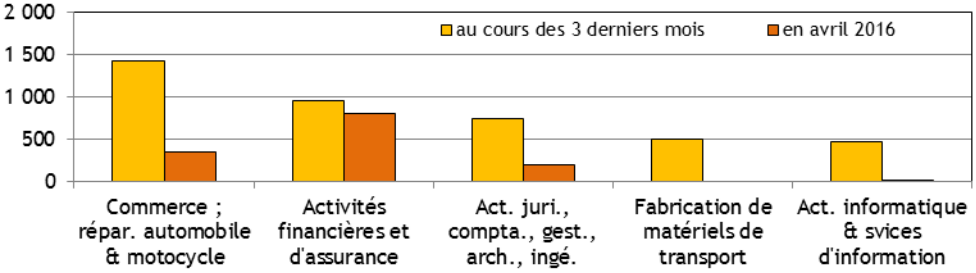
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation- Traitement : DIRECCTE / SESE